IAEA
L'atome pour la paix et le développement

Circulaire d'information

INFCIRC/942
27 août 2020

Distribution générale
Français
Original : anglais

Communication datée du 23 juillet 2020 reçue de la mission permanente de la République d'Azerbaïdjan

1. Le Secrétariat a reçu de la mission permanente de la République d'Azerbaïdjan auprès de l'Agence une note verbale datée du 23 juillet 2020.

2. À la demande de la mission permanente, le texte de cette note verbale et de sa pièce jointe est reproduit ci-après pour l'information de tous les États Membres.

MISSION PERMANENTE DE LA RÉPUBLIQUE D'AZERBAÏDJAN
AUPRÈS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES
À VIENNE

N° 0302/16/20

La mission permanente de la République d'Azerbaïdjan auprès des organisations internationales à Vienne présente ses compliments au Secrétariat de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et, se référant à la note verbale n° M/042 envoyée par la mission permanente de la République d'Arménie en date du 17 juillet 2020, a l'honneur d'informer l'Agence de ce qui suit.

La République d'Azerbaïdjan réfute catégoriquement les spéculations arméniennes, qui apparaissent comme une tentative de plus d'induire la communauté internationale en erreur dans le but manifeste de détourner son attention de la poursuite de l'occupation militaire de territoires de l'Azerbaïdjan dont la République d'Arménie s'est emparée par un usage illégal de la force que le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné dans ses résolutions 822 (1993), 853 (1993), 874 (1993) et 884 (1993).

Les observations du Ministère de la défense azerbaïdjanais doivent être considérées dans le contexte de l'attaque armée menée par l'Arménie contre l'Azerbaïdjan le 12 juillet 2020 et de la prise pour cible délibérée de populations et de biens civils dans les districts frontaliers de l'Azerbaïdjan par les forces armées arméniennes, qui ont notamment procédé inconsidérément à des tirs d'artillerie, endommageant gravement des infrastructures civiles, y compris des immeubles résidentiels, et tuant et blessant des civils. D'après les médias, l'Arménie considère le barrage de Mingatchevir, en Azerbaïdjan, comme une cible militaire.

Le Bureau du Président de la République d'Azerbaïdjan a expliqué officiellement que l'Azerbaïdjan n'a jamais planifié d'attaques contre des biens civils. Les forces armées azerbaïdjanaises ne prennent jamais pour cible des civils ou des infrastructures civiles et ne font usage de la force contre l'armée arménienne qu'en réponse à une attaque militaire menée par celle-ci, exerçant en cela le droit de légitime défense énoncé à l'article 51 de la Charte des Nations Unies.

Les spéculations de l'Arménie sont d'autant plus curieuses que ce pays menace constamment d'employer la force contre les infrastructures civiles azerbaïdjanaises (voir la fiche d'information ci-jointe) et compte de nombreux antécédents d'agressions dirigées contre des civils et de bombardements de zones habitées en Azerbaïdjan, que le Conseil de sécurité de l'ONU a condamnés et qui attestent de l'usage systématique de la force contre des biens civils azerbaïdjanais.

Les attaques directes et délibérées auxquelles se livre l'Arménie contre des populations et des biens civils azerbaïdjanais constituent une grave violation du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, en particulier des Conventions de Genève de 1949 et du Protocole additionnel I y afférent.

La République d'Azerbaïdjan demande à l'Agence internationale de l'énergie atomique de condamner avec la plus grande fermeté l'attitude irresponsable et provocatrice ainsi que les actes d'agression de l'Arménie, qui menacent la paix et la stabilité de la région.

La mission permanente de la République d'Azerbaïdjan saurait gré à l'AIEA de bien vouloir transmettre la présente note verbale à ses États Membres.

La mission permanente de la République d'Azerbaïdjan auprès des organisations internationales à Vienne saisit cette occasion pour renouveler au Secrétariat de l'Agence internationale de l'énergie atomique les assurances de sa très haute considération.

Pièce jointe : comme indiqué plus haut.

[Sceau]

Vienne, le 23 juillet 2020

Fiche d'information

Dans une interview, l'ancien Président arménien, Serzh Sargsyan, a menacé de tirer des missiles balistiques de courte portée sur des grandes villes d'Azerbaïdjan, précisant que « les dirigeants azerbaïdjanais savent parfaitement de quels moyens disposent les forces armées arméniennes. Ils savent très bien que nous avons des missiles balistiques d'une portée efficace de plus de 300 km capables d'anéantir n'importe quelle cité prospère en une fraction de seconde, comme en témoignent les ruines d'Agdam »[1].

L'ancien chef d'état-major général adjoint de l'Arménie, le général de corps d'armée Levon Mnatsakanyan, qui était en charge des forces d'occupation arméniennes, a menacé l'Azerbaïdjan de lancer des missiles sur des infrastructures civiles. Il a déclaré lors d'une conférence de presse : « Cela fait clairement partie de nos plans tactiques. En général, l'art de la guerre suppose de frapper ces installations ainsi que des cibles militaires en cas de reprise des hostilités, ce qui ébranlerait l'économie [de l'ennemi] et empêcherait l'approvisionnement adéquat des forces armées. Je n'en vois pas la nécessité pour le moment... Mais s'il s'avère nécessaire de frapper [ces cibles], nous n'hésiterons pas une seule seconde »[2].

Ces propos irresponsables s'inscrivent dans le contexte des revendications territoriales continues de l'Arménie et de la préparation d'offensives contre l'Azerbaïdjan par ce pays. En 2013, lorsqu'on lui a demandé si les forces armées arméniennes pourraient frapper en premier, le Ministre de la défense arménien de l'époque, Seyran Ohanyan, a répondu : « Je n'exclus rien car notre politique concernant le recours aux forces armées pour défendre notre pays nous permet d'envisager de nombreuses mesures, qui peuvent être non défensives mais aussi préventives »[3].

L'actuel Ministre de la défense arménien, Davit Tonoyan, a été plus direct en déclarant : « En ma qualité de que ministre de la défense, je vous le dis très franchement: j'ai reformulé cette notion de 'territoires pour la paix'. En réalité, nous faisons tout le contraire : nous menons une nouvelle guerre pour de nouveaux territoires »[4]. En outre, il n'a pas caché que les forces armées arméniennes se préparaient à l'attaque : « Nous allons en finir avec cette guerre des tranchées, cette position constamment défensive, et nous allons mobiliser toutes les unités nécessaires pour déplacer les opérations militaires sur le territoire de l'ennemi ».

L'ancien chef d'état-major général arménien, le général de corps d'armée Movses Hakobyan, a fait un aveu similaire : « En fait, nous avons besoin de plus de territoires pour mieux garantir la sécurité de notre république »[5].

---

[1] Interview du Président Serzh Sargsyan sur Armnews TV, 11 août 2014, https://www.president.am/en/interviews-and-press-conferences/item/2014/08/11/President-Serzh-Sargsyan-interview-Armnews-Sochi/.

[2] « *Karabakh Army Chief Warns of Missile Strikes on Azerbaijan* », 24 juillet 2018, https://www.azatutyun.am/a/29388040.html.

[3] « *Armenian 'Preemptive Strike' In Karabakh Not Ruled Out* », 9 mai 2013, https://www.azatutyun.am/a/24981715.html.

[4] « *We Do the Opposite – New War for New Territories: Minister Tonoyan's Tough Statement* », 30 mars 2019, https://www.lragir.am/en/2019/03/30/71511.

[5] « *Armenian Army Chief Opposes Territorial Concessions to Baku* », 21 septembre 2017, https://www.azatutyun.am/a/28748921.html.

Enfin, le Président arménien, Armen Sarkissian, aurait déclaré : « Cette guerre aura des conséquences extrêmement graves. Il est exclu que l'Azerbaïdjan puisse encore, après cela, vendre du pétrole comme elle le faisait d'ordinaire... les opérations militaires auront des conséquences tragiques pour l'Azerbaïdjan aussi »[6].

---

[6] « *'War to be tragic also for Azerbaijan': Armenian President Armen Sarkissian* », 8 juillet 2018, https://www.aravot-en.am/2018/07/08/215369/.